

Compte rendu – Réunion de clôture de la consultation parallélisée

Nombres de participants extérieurs
2 participants

Présentation des étapes de la procédure environnementale

Le commissaire enquêteur présente sa méthodologie dans l'élaboration de son rapport, accompagnée de la diffusion d'une note de présentation. Il précise que le projet s'inscrit dans le cadre de la politique énergétique nationale ainsi que dans les documents de programmation de la région Nouvelle-Aquitaine. Il ajoute que la communauté urbaine du Grand Poitiers affiche une volonté d'augmenter de 200 % la capacité de production d'électricité sur son territoire d'ici à 2030.

Le commissaire enquêteur souligne également que le département de la Vienne compte de nombreux projets d'énergies renouvelables (hydraulique, méthanisation, photovoltaïque, éolien). Il indique que le département présente l'un des taux les plus élevés en matière de projets d'énergies renouvelables, atteignant près de 45 %.

Il apporte ensuite des précisions sur l'alimentation en électricité liée au projet, en s'appuyant sur les chiffres fournis par le porteur de projet, qui estime que l'installation permettra de couvrir les besoins en électricité d'environ 26 000 personnes, soit un tiers des habitants de Poitiers.

- Un participant demande davantage de précisions concernant les accès au site.
- Le porteur de projet répond que les plans sont présentés dans le dossier initial, et qu'ils seront également présentés plus tard dans la présentation.
- Le commissaire enquêteur souligne que la création d'un faisceau de ligne haute tension est prévue à proximité du site. Il indique également que des postes de livraison seront spécialement construits pour accueillir des projets d'énergies renouvelables. Il ajoute que la construction d'un poste de raccordement proche du projet constitue un argument supplémentaire en faveur de son implantation.

Un participant souhaite obtenir des informations sur les modalités d'implantation des transformateurs. Il demande notamment si un géobiologue a été consulté et s'interroge sur l'impact potentiel de cette infrastructure sur le sous-sol.

- Le porteur de projet mentionne que la sollicitation d'un géobiologue est à la discrétion de la chambre d'agriculture.

Études acoustiques et mesures de bridage

Le commissaire enquêteur fait un point sur les études acoustiques réalisées par le porteur de projet. Il indique que le site est soumis à un bruit ambiant constant, principalement dû à la proximité de l'autoroute.

- Un participant fait remarquer que ce bruit est surtout présent durant les mois de juillet et août.
- Le porteur de projet répond que le sonomètre a été installé en dehors des périodes estivales, dans un souci de transparence. Il précise également que des dispositifs de bridage acoustique seront mis en place pour limiter les nuisances sonores pour les riverains.
- Le commissaire enquêteur évoque le plan de bridage, qui prévoit un ralentissement ou un arrêt ponctuel des éoliennes afin de réduire les nuisances sonores. Il considère que le risque de nuisance acoustique demeure limité.
- Un participant souhaite obtenir des informations complémentaires sur les mesures de bridage : qui les décide, et si les habitants seront informés par courrier.
- Le porteur de projet répond que la DREAL procède à des inspections régulières pour vérifier l'application effective de ces mesures. Il précise que les habitants ne recevront pas d'information personnalisée par courrier, mais que ces données figurent dans le dossier qui est public.

Un participant fait remarquer que le manque de rotation des éoliennes entraîne une baisse de production, ce qui peut entraîner une variation de l'intensité électrique.

- Le commissaire enquêteur confirme qu'une diminution de la production est effectivement attendue lorsque les pales sont ralenties.
- Le porteur de projet ajoute que cette baisse peut être volontaire, notamment dans le cadre de bridages liés à la protection de l'avifaune, à la régulation acoustique, à la préservation des chiroptères (chauves-souris) ou encore lors de maintenance.

Le porteur de projet précise que les prévisions de production tiennent compte de l'ensemble des mesures de bridage. Il indique que le parc sera, à certains moments, en sous-production.

- Un participant s'étonne que le bridage semble uniquement concerner la protection des animaux, mais pas celle des humains.
- Le porteur de projet réaffirme que le bridage acoustique vise également à limiter les nuisances pour les riverains. Il indique qu'une éolienne peut être arrêtée pour

diverses raisons : effets de sillage, maintenance, travaux agricoles à proximité, absence de vent, ou encore pour la protection de la faune.

- Le commissaire enquêteur met en avant la diversité des dispositifs de bridage envisagés.
- Le porteur de projet complète en précisant que ces mesures sont mises en œuvre à certaines périodes. Il reconnaît qu'à un instant donné, la productivité peut être réduite, mais que, sur une année complète, la production d'électricité reste globalement satisfaisante.

Impacts visuels et densité de projets

Le commissaire enquêteur met en lumière la forte densité de projets éoliens dans le secteur, en mentionnant les quatre projets déjà autorisés et les deux parcs encore en cours d'instruction. Il présente les photomontages réalisés et souligne les impacts visuels sur les différentes communes, en fonction des points de vue.

- Le porteur de projet précise que les impacts présentés sont évalués avant la mise en œuvre des mesures d'atténuation.

Le commissaire enquêteur évoque le phénomène de "respiration visuelle".

- Le porteur de projet précise différents indicateurs, notamment l'indice d'occupation des horizons et l'indice de respiration. Ce dernier correspond au plus grand angle, d'un seul tenant, dans lequel les éoliennes sont visibles. Il souligne qu'il s'agit d'un exercice théorique, réalisé à partir de cartes en 2D. Il ajoute que, pour une représentation fidèle du territoire avec les éoliennes, les photomontages tiennent compte de la topographie.

Le commissaire enquêteur indique qu'il prendra en compte les contributions relatives aux impacts visuels et acoustiques. En revanche, il précise que les avis concernant les ondes électromagnétiques, la santé ou la géobiologie ne seront pas retenus dans son analyse.

Contexte géologique du site

Le commissaire enquêteur met en avant la géologie du site, et notamment les impacts potentiels durant la phase de chantier.

- Le porteur de projet mentionne la mise en place de dispositifs pour limiter les risques de pollution pendant les travaux, tels que les kits antipollution et les bacs de rétention.

Le commissaire enquêteur aborde le contexte géohydrologique de la zone d'implantation. Il précise qu'une partie du périmètre est intégrée dans un programme de protection de la ressource en eau, ce qui constitue un point de vigilance, notamment concernant l'éolienne E2.

- Le porteur de projet indique que le SAGE Clain a émis un avis favorable au projet.
- Le commissaire enquêteur relaye ensuite la position de l'ARS.
- Le porteur de projet précise qu'à ce stade, une demande a été envoyée à l'ARS pour la désignation d'un hydrogéologue afin qu'une étude complémentaire soit réalisée.

Le commissaire enquêteur aborde également la trame verte et bleue du territoire, en soulignant les flux de déplacements de la faune, notamment les mammifères. Il rappelle que le site se trouve dans un contexte de plaine agricole intensive, à proximité du bois des Cartes. Il précise que c'est un espace où l'usage des produits phytosanitaires est restreint, ce qui en fait une importante zone de chasse. Il indique que plusieurs scénarios d'implantation ont été étudiés, et qu'une éolienne initialement prévue à l'ouest de la ZIP a été retirée en raison des enjeux environnementaux identifiés.

Accès au site et logistique

Un participant interroge la capacité des routes actuelles à permettre l'acheminement du matériel.

- Le porteur de projet répond que des élargissements de voies, voire des créations de routes temporaires seront réalisés. Ces aménagements seront remis en état à l'issue du chantier.

Analyse des différentes espèces protégées et des mesures compensatoires.

Le commissaire enquêteur souligne que la zone d'implantation potentielle abrite des espèces patrimoniales, qui doivent faire l'objet de mesures de protection ou de compensation si leur habitat est affecté.

- Le porteur de projet précise qu'il existe un enjeu fort en l'absence de mesures, mais que cet enjeu est considérablement réduit dès lors que des actions de compensation sont mises en place.

Le commissaire enquêteur mentionne ensuite le réseau électrique, notamment la ligne haute tension traversant la ZIP.

- Le porteur de projet précise que, pour cette ligne, une distance minimale de 180 m + 3 m doit être respectée.

Le commissaire enquêteur aborde le sujet des chiroptères, en soulignant qu'un recensement de 21 espèces a été effectué, principalement localisées dans le Bois des Cartes.

- Le porteur de projet indique que l'activité des chauves-souris est mesurée de nuit par enregistrement acoustique.
- Le commissaire enquêteur précise qu'une forte activité peut entraîner un risque de collision important, notamment à cause du barotraumatisme.
- Le porteur de projet explique ce phénomène en précisant que pour déterminer si une mortalité est liée à un barotraumatisme, un suivi post-collision est nécessaire. Si un cadavre est retrouvé intact ou avec une lésion minime, cela peut indiquer ce type de traumatisme.
- Le commissaire enquêteur demande s'il existe des statistiques de répartition entre les collisions directes et les barotraumatismes.
- Le porteur de projet répond qu'il ne dispose pas de données chiffrées précises. Il ajoute toutefois qu'entre Avril et Novembre, un bridage est mis en œuvre 30 minutes avant le coucher du soleil jusqu'à 30 minutes après le lever du soleil, afin de réduire l'impact sur l'avifaune.
- Le porteur de projet ajoute que le projet "Plaine de Thou" se distingue par un nombre de passages sur site très important d'un point de vue environnemental, ce qui dépasse les pratiques habituellement observées. Il indique qu'il est possible de mettre en œuvre des mesures correctives supplémentaires.

Le commissaire enquêteur présente différentes mesures de prévention. Parmi elles, une technique d'éloignement des chauves-souris consiste à fermer les arbres à l'aide de filets dits "chaussettes", permettant leur sortie mais bloquant leur retour durant la nuit. Il mentionne également des mesures en faveur des riverains proches du site, telles que : la bourse aux plantes, l'intégration paysagère (notamment près de la Baillerie), la plantation de haies pour compenser celles arrachées, la rénovation de la cabane du Méridien.

- Un participant demande si les haies compensatoires sont plantées après les travaux.
- Le porteur de projet précise qu'elles sont plantées durant le chantier, et que leur entretien est assuré pendant trois ans par l'entreprise.

Le commissaire enquêteur évoque la notion de bridage agricole.

- Le porteur de projet explique que cette mesure concerne les parcelles survolées par les éoliennes. Les exploitants doivent signaler en amont les activités agricoles (fauche, moisson, labour) afin de permettre l'arrêt temporaire des turbines pour protéger l'avifaune.

Concernant la barrière de migration, le commissaire enquêteur rappelle que le site se trouve à proximité d'un couloir migratoire.

- Le porteur de projet précise que selon les espèces, les hauteurs de vol varient, ce qui entraîne des impacts différenciés. Le bridage nocturne peut être favorable à certaines espèces. Il souligne que les couloirs de migration sont multiples, et que les mesures de réduction visent à limiter les risques selon la saison et la trajectoire migratoire.
- Le commissaire enquêteur confirme cette information en citant les 16 couloirs de migration évoqués par le porteur de projet.

Appréciation générale du dossier

Le commissaire enquêteur juge que le dossier est correctement constitué et objectif.

Le commissaire enquêteur conclut que ce projet s'inscrit dans un programme territorial et qu'il contribue au dynamisme économique local, avec une redevance fiscale de 100 000 € pour l'intercommunalité.

- Un participant demande si les propriétaires de parcelles sont indemnisés.
- Le porteur de projet répond que l'indemnisation prend la forme d'un loyer versé aux propriétaires, et que la commune perçoit également des indemnités pour l'utilisation des voies. A cela s'ajoute pour la commune des indemnités fiscales, versées par l'Etat.

Analyse des contributions du public

Le commissaire enquêteur présente les statistiques des contributions : 1 avis favorable contre 87 avis défavorables. Il analyse ensuite la teneur de ces contributions et demande des précisions sur la mention d'EUROBATS.

- Le porteur de projet explique qu'EUROBATS est un protocole issu de la Convention de Bonn, visant à protéger les chauves-souris en Europe. Il détaille les lignes directrices pour l'éolien qui préconisent notamment une zone tampon de 200 mètres entre une lisière boisée et le mât d'une éolienne. Il précise

cependant qu'il ne s'agit pas d'une obligation réglementaire, mais d'une recommandation, et que de nombreux projets sont validés même lorsque cette distance n'est pas respectée.

Réponses aux avis des personnes publiques associées

Le porteur de projet présente l'avis rendu par la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe).

- Un participant interroge sur la ligne haute tension et les postes de livraison.
- Le porteur de projet explique que la demande de raccordement est effectuée une fois que le parc éolien est autorisé. À ce jour, aucune demande n'a donc été déposée, puisque le dossier est toujours en cours d'instruction.
- Le commissaire enquêteur souligne que la question du raccordement constitue un enjeu majeur dans cette zone, compte tenu du nombre important de projets éoliens déjà réalisés ou en cours d'étude. Il précise que cette problématique dépasse le seul cadre de ce projet et concerne plus largement l'ensemble des énergies renouvelables.

Questions sur la présentation du projet

Un participant demande si la mise en place d'un projet éolien répond à une logique d'appel d'offres.

- Le porteur de projet répond qu'un projet peut être initié soit via un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) lancé par une commune ou une intercommunalité, soit par le biais d'un démarchage direct de l'entreprise auprès de la collectivité. Il précise que le projet Plaine de Thou est le fruit d'un démarchage initié par l'entreprise. Il ajoute avoir signé la charte AMORCE, qui l'engage à consulter la municipalité avant toute démarche foncière ou tout lancement d'études techniques approfondies.
- Le commissaire enquêteur confirme que l'intercommunalité avait identifié la zone concernée comme favorable au développement des énergies renouvelables dans son plan de développement. Il rappelle que certaines communes sont favorables au projet, d'autres défavorables. Il précise que, selon la réglementation, les communes n'ayant pas délibéré dans les délais impartis sont considérées comme ayant émis un avis favorable.

Un participant souhaite savoir si le conseil municipal de Rouillé soutient le projet.

- Le porteur de projet indique que les deux derniers conseils municipaux en place se sont prononcés favorablement.

Le commissaire enquêteur précise qu'il dispose de trois semaines après la clôture de l'enquête pour rédiger et transmettre son rapport. Ce dernier est ensuite adressé au préfet, qui dispose d'un mois pour rendre une décision, favorable ou non, concernant l'autorisation du projet.

Un participant demande quelles sont les prochaines étapes.

- Le porteur de projet répond que si le projet est autorisé par le préfet, et dans le meilleur des cas, les travaux pourraient démarrer en 2027.

Un participant partage une observation personnelle : pourquoi les projets éoliens comportent-ils souvent un nombre impair d'éoliennes ?

- Le porteur de projet répond qu'à sa connaissance, il n'existe pas de règle particulière en la matière. Il cite plusieurs exemples : le projet Champs Carrés avec 6 éoliennes, et le projet Croix de l'Érable avec 4 éoliennes. Il précise que le nombre d'éoliennes varie selon les contextes locaux et les contraintes d'acceptabilité ou d'aménagement propres à chaque territoire.
- Le commissaire enquêteur ajoute que les projets de petite taille sont généralement mieux acceptés localement que les projets plus importants.
- Le porteur de projet complète en expliquant que le nombre d'éoliennes implantées dépend aussi de la typologie d'occupation du territoire, notamment de la présence de nombreux hameaux, ce qui tend à limiter la taille des parcs éoliens dans le secteur.

Un participant estime que les habitants ne souhaitent pas vraiment s'informer, et note une certaine réticence générale à l'égard du projet.

- Le porteur de projet reconnaît que de nombreuses fausses informations circulent à propos de l'éolien, ce qui peut expliquer selon lui une partie de la méfiance ou du scepticisme exprimé.